



HAL
open science

Agricultures et marchés nationaux en Amérique latine

Jean-Christian Tulet

► **To cite this version:**

Jean-Christian Tulet. Agricultures et marchés nationaux en Amérique latine. Cahiers des Amériques Latines, 2002, Agricultures et marchés nationaux en Amérique latine, 40, pp.12-18. 10.4000/cal.6808 . hal-02562224

HAL Id: hal-02562224

<https://hal.science/hal-02562224v1>

Submitted on 4 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Agricultures et marchés nationaux en Amérique latine

Jean-Christian Tulet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cal/6808>

DOI : 10.4000/cal.6808

ISSN : 2268-4247

Éditeur

Institut des hautes études de l'Amérique latine

Édition imprimée

Date de publication : 31 juillet 2002

Pagination : 12-18

ISBN : 2907163930

ISSN : 1141-7161

Référence électronique

Jean-Christian Tulet, « Agricultures et marchés nationaux en Amérique latine », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 40 | 2002, mis en ligne le 07 août 2017, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cal/6808> ; DOI : 10.4000/cal.6808



Les *Cahiers des Amériques latines* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 4.0 International.



PARTIE CENTRALE DE LA HAUTE VALLEE DE TUÑAME (ETAT DU TRUJILLO, VENEZUELA, VOIR ARTICLE P. 49).
L'IRRIGATION A CONVERTI CETTE VALLEE EN CENTRE IMPORTANT DE CULTURES INTENSIVES ET ENTRAINE
LA PROLIFERATION DE CONSTRUCTIONS. CLICHÉ : JEAN-CHRISTIAN TULET.

AGRICULTURES ET MARCHÉS NATIONAUX EN AMÉRIQUE LATINE

JEAN-CHRISTIAN TULET*

LA RECHERCHE, MÊME SCIENTIFIQUE, est susceptible de subir des modes. Elle est capable de privilégier certains thèmes, qui sont ensuite abandonnés sans que l'on puisse toujours affirmer que le sujet a été réellement ou définitivement traité, ou qu'il ait perdu de sa pertinence. Qui se soucie aujourd'hui du rôle de l'État en Amérique latine, ou tout simplement de sa redéfinition, autrement que dans ses modalités de retrait ? Il en est de même des études rurales, qui subissent une désaffection de plus en plus marquée. Une étude bibliométrique menée par Véronique Fabre¹ à partir des bases de données francophones sur l'Amérique latine, montre ainsi comment les recherches concernant le monde rural de cette partie du monde ont fortement diminué depuis une vingtaine d'années: 149 publications et travaux universitaires en 1983 et seulement 27 en 2000.

Cette situation s'oppose donc très nettement à celle qui prévalait il y a quelques décennies, lorsque la paysannerie représentait (ou était supposée représenter) le monde qui bougeait, fer de lance de la contestation et des espoirs de changement social. Elle était alors au cœur des préoccupations et des recherches. Depuis, la plupart des guérillas se sont éteintes, celles de Colombie ont changé de nature, l'exode rural a continué à gonfler démesurément les villes dont les problèmes sont devenus essentiels. Les questions d'intégration, de pollution, de marginalité, ont pris le dessus. On n'évoque plus guère la campagne que dans des cas de cultures illicites ou de risques environnementaux. Trop souvent, le développement national continue à ignorer les potentialités du monde rural et tout particulièrement celles de ses paysanneries.

Et pourtant, ce monde rural latino-américain, non seulement continue d'exister, mais se transforme profondément, probablement plus que pendant

* CNRS-Geode

les périodes passées. Il n'a jamais été aussi peuplé, l'accroissement naturel ayant, jusqu'à présent, été suffisamment fort pour compenser les départs vers les villes et entraîner une croissance de la population en valeur absolue. En cela, rien d'exceptionnel : c'est le cas de toutes les populations rurales de ce que l'on appelait autrefois le Tiers-Monde, et probablement encore un de ses points communs parmi les plus importants. Cette population rurale n'a également jamais autant produit, en quantité comme en diversité.

UNE CROISSANCE DE LA PRODUCTION PLUS FORTE QUE LA MOYENNE MONDIALE²

À propos de l'Amérique latine, on qualifie souvent la période postérieure à 1980 comme celle des « décennies perdues », celle d'une crise polymorphe dans laquelle se sont enfoncés la plupart, sinon la totalité, des États. Il s'agit d'une généralité qui ne tient pas compte de l'évolution réelle du secteur productif agricole. Avec la moyenne des années 1989-1991 pour base 100, l'indice d'évolution de la production agricole sud-américaine passe de 90 en 1985 à 119 en 1996, alors que celui de l'ensemble du monde n'arrive qu'à 113. Cette croissance se poursuit toujours pour l'ensemble de l'Amérique latine, à un rythme encore plus soutenu. Il n'existe qu'une exception, d'ailleurs particulièrement significative, celle de la production agricole non alimentaire, où s'est produite une importante récession qui pèse sur l'indice général de la production agro-pastorale. Les autres activités agricoles maintiennent au contraire des taux de croissance particulièrement élevés, qui creusent l'écart avec ceux de l'ensemble mondial. La progression apparaît particulièrement forte dans le cas des céréales, mais elle n'est pas exceptionnelle par rapport au reste de la production. Au cours des deux dernières décennies, l'agriculture latino-américaine s'est donc classée parmi les plus performantes de la planète.

TABLEAU N°1 : C ROISSANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN AMÉRIQUE LATINE
ET DANS LE MONDE DE 1990 À 2001 (INDICE 100, PÉRIODE 1989-91)

	Amérique latine	Total Monde
Total production agro-pastorale	137,5	123,4
Production agricole non alimentaire	93,2	101,5
Production agricole alimentaire	141,1	124,8
Production agricole	133,8	121,3
Production céréales	145,0	109,5
Production élevage	144,4	123,0

Source: Faostat

DES EXPORTATIONS EN BAISSÉ RELATIVE, DES IMPORTATIONS EN HAUSSE

La production agricole latino-américaine s'est donc accrue très rapidement au cours des dernières décennies. Elle n'arrive pourtant pas à maintenir sa place dans le commerce international. Les exportations diminuent relativement, avec 5,7 % du total mondial en 1981 et 4,4 % en 2001³. La place du café régresse ainsi de 60,5 % du total du négoce international en 1980 à 49,8 % en 2000, la banane de 77 % à 69,2 %, le sucre de 43,8 % à 41,9 %... Cette évolution s'accompagne d'un déficit de plus en plus important dans les échanges avec l'extérieur, qui fait plus que tripler de 1981 à 2001, passant de 14,5 milliards de dollars à 48,9 en 2001. Dans le cas de la pomme de terre, les importations sont en valeur plus de quatre fois supérieures aux exportations, dans le cas de la viande de bœuf et dans celui de la viande d'ovins trois fois plus, alors que cette partie du monde semblerait disposer de quelques avantages comparatifs importants pour ces dernières ressources. On observe des déficits importants pour bien d'autres produits, ainsi le lait, divers légumes, le blé (19 millions de tonnes de blé importées), etc.

Le cas des céréales se doit d'être brièvement développé. La production a fortement augmenté avec 47 millions de tonnes en 1961 et 149 en 2001. Le blé est passé de 9 millions de tonnes en 1961 à 27 en 2001, le maïs de 24 à 85 millions. Mais ces résultats spectaculaires dissimulent de grandes inégalités. Si l'Argentine conserve son rôle de grand exportateur (surtout pour le blé), l'ensemble de l'Amérique latine supporte un déficit grandissant, avec des importations en très forte progression, passant de 5 millions de tonnes en 1961 à 26 en 1980 et 42,5 millions en 2000. Neuf pays importent à présent plus d'un million de tonnes de céréales; deux, le Mexique et le Brésil, plus de 10 millions. On peut donc considérer que ces deux pays se trouvent aujourd'hui en état de forte dépendance alimentaire.

Par ailleurs, beaucoup d'autres pays, de surface et de population beaucoup plus réduites, se trouvent dans le même cas, devant à présent importer chacun plus d'un demi-million de céréales, ainsi le Costa Rica (0,77 million), El Salvador, Guatemala, Haïti, Jamaïque... Pour certains de ces États, la modestie des surfaces aptes à la céréaliculture représente un frein évident au développement d'une importante production. Mais cette explication ne peut s'appliquer à ceux qui disposent de très grandes réserves foncières, comme le Brésil. Dans ce cas, la croissance très forte des importations tient davantage aux conséquences d'une politique d'incitation sélective de la production. Les prix minimums d'achat fixés par les gouvernements successifs pour divers produits de base ont longtemps été bien moins attractifs que pour les produits dont on souhaitait développer les exportations.

UNE PRODUCTION DE PLUS EN PLUS DESTINÉE AUX MARCHÉS NATIONAUX

La diminution de l'importance relative des exportations, en dépit de l'augmentation très élevée des denrées alimentaires produites, dérive de la hausse

de la consommation des populations latino-américaines. Les importants surplus autrefois disponibles étaient dus pour beaucoup à l'absence de consommation, à des conditions de vie beaucoup plus difficiles qu'aujourd'hui, pour au moins une partie de la population. On connaît des exemples spectaculaires illustrant ce phénomène, ainsi la fin de l'exportation massive de viande bovine argentine, aujourd'hui dévorée sur place (au moins jusqu'à la crise actuelle), en particulier sous la forme des *asados* de fin de semaine. Le Brésil absorbe également plus du tiers de sa production de café, ce pays constituant le deuxième consommateur mondial, après les États-Unis. Quant au Venezuela, c'est la totalité de sa production de café qu'il absorbe. Le développement de ces marchés nationaux, urbains en particulier, favorise également l'émergence de nouvelles productions. C'est le cas en particulier de l'ensemble des produits devant être rapidement commercialisés, leur conservation posant problème (les légumes frais, par exemple).

Pour la première fois depuis la colonisation, un grand marché de consommation alimentaire s'est donc créé en Amérique latine, qui absorbe une part de plus en plus grande de la production agricole du sous-continent. Le très grand dynamisme de ce secteur d'activité s'oppose à la stagnation de l'agriculture non alimentaire. Cette évolution est probablement quelque peu occultée par les discours sur la mondialisation, qui occupent très largement le devant de la scène. Il est pourtant désormais possible d'affirmer qu'une part majeure des diverses productions nationales sert à l'approvisionnement du marché intérieur. On peut qualifier ce type d'agriculture d'*endogène*.

La contribution de David Barkin, *El maíz, la persistencia de una cultura en México*, en s'appuyant en particulier sur des rappels littéraires, souligne l'importance symbolique du maïs pour les populations mexicaines. Cette céréale est située au cœur des traditions, des modes de vie, de la culture populaire, ce qui explique une partie de l'attachement des paysans mexicains à sa culture, en dépit de coûts de productions élevés et malgré la concurrence d'importations massives à bas prix. Mais il existe d'autres motivations à cette résistance. Les producteurs souhaitent également maintenir une part importante d'auto-approvisionnement dans des variétés compatibles à la préparation des plats traditionnels. Celle-ci est beaucoup plus difficile, voire impossible, avec les variétés importées. Les surplus semblent d'ailleurs, pour les mêmes raisons, n'avoir aucun problème pour trouver un débouché sur les marchés urbains. Tout cela explique que cette céréale soit toujours présente sur le quart des surfaces agricoles du pays, irriguées ou non.

Le maintien de cette autoconsommation ne s'effectue d'ailleurs pas aux dépens du développement agricole, bien au contraire. Jaime Forero-Alvárez dans *La part des producteurs familiaux dans le système alimentaire colombien* démontre précisément comment celle-ci augmente à mesure que se modernise l'exploitation agricole paysanne, qui est par ailleurs l'acteur fondamental de la croissance de la production. La crise actuelle voit diminuer l'importance des entreprises capitalistes agricoles, incapables d'assumer l'élévation des coûts de productions liés à la fin des subventions aux intrants. Les paysans, au contraire, grâce aux relations fondées sur la parenté ou le voisinage, ont plus facilement accès à la main-d'œuvre, à la terre, au crédit, souvent sous forme de prestations et de contre-prestations. La double nature, domestique et monétaire, du système d'économie paysanne, lui assure une grande souplesse

d'adaptation. Elle lui permet de jouer un rôle de plus en plus grand dans l'approvisionnement du marché national, d'autant que le grand nombre des producteurs, situés dans toutes les régions du pays, c'est-à-dire dans des zones climatiques fort différentes les unes des autres, assure une très grande souplesse au système. Ces avantages sont par nature inaccessibles aux exploitations capitalistes.

Avec *La révolution du maraîchage dans les Andes du Venezuela*, Jean-Christian Tulet souhaite montrer comment le surgissement d'une consommation particulière provoque l'émergence d'un nouveau et très important pôle de production nationale. Les habitudes alimentaires locales ne faisaient aucune place aux légumes de « climat tempéré » dont la culture était donc très peu pratiquée, voire inconnue. C'est l'arrivée de nouvelles couches de population favorisant le développement de nouvelles normes alimentaires qui créent cette demande. Dans le monde tropical vénézuélien, celle-ci ne pouvait être couverte que par la mise en valeur des seules hautes vallées montagnardes disposant des conditions sociales et écologiques nécessaires. Ces potentialités ont été mobilisées avec l'installation de petits réseaux d'irrigation et ont apporté une vague de prospérité sans précédents. Le dynamisme de ces nouvelles activités entraîne progressivement la restructuration de toute la région andine.

Après avoir effectué une présentation des différents marchés du maïs, du niveau mondial, au national et au local, Tales Vital, Yony Sampaio et Jean-Pierre Bertrand, dans *Politiques d'approvisionnement en maïs au Brésil: le cas du Pernambouc*, s'attachent à montrer comment les groupes de pression à l'intérieur d'un État du Brésil s'organisent pour réaménager les politiques nationales selon leurs intérêts. La dévaluation de 50 % de la monnaie nationale en janvier 1999 ne permet plus les mêmes facilités d'approvisionnement sur les marchés extérieurs. Les mesures destinées à développer la production de maïs au Brésil deviennent ainsi beaucoup plus incitatives et les achats de maïs sur le marché national prennent le pas sur les importations d'Argentine. Toutefois, les dirigeants du Pernambouc souhaitent assurer la compétitivité du secteur avicole sur le marché régional. Les producteurs locaux ont ainsi obtenu la mise en place de taxes prohibitives à l'importation de poulets congelés ou refroidis en provenance des autres États du Brésil et des exemptions d'impôts pour le maïs produit dans le même État. Par ailleurs, malgré quelques facilités permettant l'importation de maïs transgénique en provenance d'Argentine, il est clair que l'ensemble de ces mesures, si elles témoignent de divergences importantes entre les politiques nationales et locales, ne vont sûrement pas vers un renforcement de l'intégration dans le cadre du Mercosur.

Enfin, Christophe Albaladejo, Caroline Couve et Amalia Lorda, dans *Une agriculture de proximité est-elle possible en Argentine? Le cas du maraîchage à Bahía Blanca*, montrent comment diverses initiatives locales ont favorisé l'émergence d'une activité maraîchère proche du centre urbain de Bahía Blanca, dont la production était écoulee par l'intermédiaire de petits détaillants, les *puesteros* regroupés en trois marchés. L'ouverture des premières grandes surfaces commerciales n'a guère fondamentalement modifié la situation des producteurs locaux, d'autant que, malgré leur appellation *Cooperativa obrera*, elles appartenaient à la bourgeoisie locale. Avec le maintien d'une production locale, celle-ci disposait d'un meilleur contrôle et d'une plus grande régularité dans les approvisionnements. Par contre, les grandes chaînes de distribution

qui s'installent ensuite reçoivent directement leur marchandise de grands producteurs, situés en Argentine, mais hors de la zone proche. Il en a résulté une crise du système maraîcher traditionnel, incapable dans un premier temps de résister à la concurrence des produits venus d'ailleurs. Diverses solutions alternatives sont toutefois mises en place, qui rendent possible le maintien d'une partie ou la rénovation du système productif local. Ainsi, la *Cooperativa obrera* a mis en place un label de qualité pour les produits locaux, qui fait obligation aux producteurs de respecter des normes de production. Les petits détaillants (qui d'ailleurs n'hésitent plus à s'approvisionner bien loin de Bahía Blanca), tentent de proposer de nouveaux et meilleurs services à leurs clients. Il se produit enfin un renouvellement et une diversification des acteurs au niveau de la production.

Notes

- 1 Fabre Véronique, 2002, « Évolution des recherches sur le milieu rural latino-américain de 1983 à 2000. Analyse bibliométrique des publications et travaux universitaires francophones », dans *Paysannerie latino-américaines. Hommage à Romain Gaignard*, CMHLB Caravelle n°79, 342 pages, pp. 243-244. Cette étude précise que l'ensemble des recherches sur l'Amérique latine subit la même récession.
- 2 Données présentées dans : Tulet J.-C., « L'expansion paysanne en Amérique latine », *Paysanneries latino-américaines, op. cit.*, pp. 21-41.
- 3 Toutes les données chiffrées proviennent de la base FAO (Faostat : <http://www.fao.org/>).